

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 JUIN 2020

### Délibération n° 2020-044- DC

Date d'affichage :

**Le 15 juin 2020**

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 66  
Excusé(s) : 11  
Dont représenté(s) : 8  
Absent(s) : 4

Nombre de votants : 74  
-----

Secrétaires de séance :

*Monsieur Guillaume MARTIN,  
conseiller communautaire de la  
Commune d'Epieds, et Monsieur  
Noël NERON, conseiller  
communautaire de la Ville de  
Saumur*

Le onze juin deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Théâtre Philippe Noiret à Doué-la-Fontaine - 49700 Doué-en-Anjou, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le quatre juin deux mille vingt.

**Présents : (66)**

Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jackie GOULET, Christian RUJALT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Sophie ANGUELOT, Jean-Pierre ANTOINE, Gilles BARDIN, Fabrice BARDY, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Alain BOURDIN, Laurence CAILLAUD, Françoise DAMAS, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Michel DELPHIN, Jean-Paul DILÉ, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Christian GALLÉ, Isabelle GRANDHOMME, Didier GUILLAUME, Didier HUCHEDÉ, Isabelle ISABELLON, Benoît LAMY, Benoît LEDOUX, Sylvain LEFEBVRE, Eric LEFIEVRE, Astrid LELIEVRE, Sandrine LION, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Guillaume MARTIN, Sophie METAYER, Jean-François MIGLIERINIA, Étienne MOREAU, Frédéric MORTIER, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Laurent NIVELLE, Nicole PEHU, Gérard POLICE, Armelle PONCET, Sylvie PRISSET, Bruno PROD'HOMME, Jean-Philippe RETIF, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILAT, Nathalie SECOUÉ, Gilles TALLUAT, Eric TOURON.

**Dont suppléé(s) remplacé(s) :**

Jacky MARCHAND par Bernard PELE

**Excusés : (11)**

Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Michel APCHIN, Christophe CARDET, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Charles-Henri JAMIN, Alain JOBARD, Géraldine LE COZ, Nathalie MORON, Yann PILVEN Le SEVELLEC

**Dont excusés ayant donné pouvoir : (8)**

Michel APCHIN à Françoise DAMAS, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Bruno PROD'HOMME, Véronique HENRY à Marc-Antoine NERON, Charles-Henri JAMIN à Jean-Pierre ANTOINE, Géraldine LE COZ à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE, Yann PILVEN Le SEVELLEC à Eric TOURON.

**Absents : (4)**

Jeannick CANTIN, Fabrice DUFOUR, Jack LOYEAU, Isabelle TAILLECOURS

### CRÉATION DE DEUX RÉGIES À SEULE AUTONOMIE FINANCIÈRE POUR LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) exerce la compétence eau potable et assainissement collectif sur l'intégralité de son territoire.

L'héritage de ce service suite à la dissolution des syndicats historiques sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire entraîne une disparité de niveau de compétences à l'échelle de la Communauté d'Agglomération. L'échéance globalisée des divers contrats de délégation de service public eau potable au 31 décembre 2020 a imposé à la Communauté d'Agglomération de mener une réflexion sur le futur mode de gestion du service public conformément aux dispositions de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour ce faire, par délibération n°2019/023 DC du jeudi 28 mars 2019, le Conseil Communautaire, a entériné les choix de gouvernance suivants :

- L'allotissement géographique entre le secteur Nord et le Secteur Sud de la Communauté d'Agglomération,
- L'unicité de gestion via un véhicule juridique unique sur les deux secteurs.

Enfin, le Conseil Communautaire, par délibération n° 2019/104/DC du 26 septembre 2019, a validé le rapport précisant les choix qui ont motivé les élus de retenir cet allotissement géographique ainsi que les formes juridiques des deux modes de gestion pour ces deux secteurs géographiques (régie à autonomie financière sur la partie Nord du territoire de l'Agglo et une Délégation de service public sur la partie Sud (de type DS3P), conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Les objectifs de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire sont :

- De conserver la maîtrise des investissements stratégiques par la Communauté d'Agglomération ;
- De disposer d'un interlocuteur unique sur un même secteur pour l'exploitation des deux services pour l'eau potable et l'assainissement collectif afin d'améliorer la lisibilité pour les usagers et la réactivité des services ;
- D'aboutir à un prix de l'eau unique sur l'ensemble du territoire et de maîtriser la tarification ;
- De proposer à l'ensemble des usagers un niveau de service identique sur tout le territoire ;
- D'optimiser le Coefficient d'Intégration Fiscal (CIF).

La régie autonome est le mode de gestion le mieux adapté au regard des objectifs poursuivis par la Communauté d'Agglomération pour le secteur Nord. Ce mode de gestion permet de conserver l'exploitation du service sous l'égide de la Communauté d'Agglomération, garantir une grande transparence et une maîtrise totale par la CASVL de ce service public.

La présente délibération acte le principe de création de deux régies à autonomie financière (l'une pour l'eau potable, l'autre pour l'assainissement collectif) sur les communes de : Allonnes, Blou, Brain sur Allonnes, Courléon, La Breille les Pins, La Lande Chasles, Longué-Jumelles, Mouliherne, Neuillé, Saint Philbert du Peuple, Vernantes, Vernoil et Vivy,

D'autres délibérations seront présentées avant la fin 2020 pour valider les statuts, la composition du conseil d'exploitation et la nomination du Directeur.

**Ainsi,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L. 5211-5 III, L5214-16 ;

**Vu** la loi dite Grenelle 2 n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;

**Vu** la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

**Vu** la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1412-1, L.2224-8, L.2121-29, L.2221-1 et suivants ;

**Vu** également les articles R.2221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n°2019/023 DC du 28 mars 2019 actant la gouvernance pour l'exercice des compétences eau et assainissement au 01 janvier 2021 ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n°2019/104 DC du 26 septembre 2019 validant l'argumentaire pour les choix pour le mode de gestion des compétences eau et assainissement au 01 janvier 2021 et le principe de création d'une régie sur le secteur Nord et de la mise en place d'une délégation de service public sur le secteur Sud ;

**Considérant** qu'en application de l'article L.2221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération dispose de la possibilité d'exploiter directement des services publics à caractère industriel et commercial, tel que le service d'eau potable ;

**Considérant** que pour ce faire, la Communauté d'Agglomération a le choix, en application de l'article L.2221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, entre la régie dotée de la seule autonomie financière et la régie dotée de l'autonomie financière et de la personne morale ;

**Considérant** que la grande différence entre ces deux catégories de régie réside essentiellement dans les pouvoirs conservés, ou non, par l'organe délibérant. En raison de la volonté de la Communauté d'Agglomération de conserver les pouvoirs nécessaires à l'impulsion de la politique à mettre en œuvre en matière d'eau potable, à la fixation des objectifs et au contrôle de la réalisation de ces derniers, le choix de la régie dotée de la seule autonomie financière est privilégié.

Ainsi, la création d'une régie à autonomie financière permet que les actes principaux concernant la régie restent de la compétence du conseil communautaire, à savoir, et conformément à l'article R2221-72 du CGCT, après avis du conseil d'exploitation de la régie et dans les conditions prévues par les statuts qui seront validés ultérieurement pas le Conseil Communautaire ;

**Considérant** qu'il revient à l'Assemblée délibérante de créer cette régie en vertu des dispositions des articles L.1412-1 et L.2221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Considérant** qu'en application de l'article R.2221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient à l'Assemblée délibérante, simultanément à la création de la régie, d'en définir les statuts qui seront adoptés dans une délibération à venir;

**Considérant** qu'il y a lieu d'ores et déjà, de donner à la régie une assise et un cadre juridique lui permettant d'être opérationnelle au 1<sup>er</sup> JANVIER 2021.

**Aussi,**

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

**DE CREER**, pour gérer le service d'eau potable et l'assainissement collectif, deux régies dotées de la seule autonomie financière ;

**DE FIXER** la date de création de ces régies au 1<sup>er</sup> JANVIER 2021 ;

**D'AUTORISER** le Président à organiser la préparation de mise en place opérationnelle de ces deux régies à autonomie financière (mise au point des statuts, définition d'un organigramme, recrutement d'un Directeur et du personnel, mise au point de la convention collective qui sera à la base de la mise au point des contrats de travail des agents, préparation des budgets d'investissement et de fonctionnement, etc)

**DE CONFIER** à ces deux régies les missions de gestion du service public de l'eau potable et l'assainissement collectif sur les communes de : Allonnes, Blou, Brain sur Allonnes, Courléon, La Breille les Pins, La Lande Chasles, Longué-Jumelles, Mouliherne, Neuillé, Saint Philbert du Peuple, Vernantes, Vernoiil et Vivy. ;

D'autres délibérations seront présentées avant la fin 2020 pour présenter les statuts, la composition du conseil d'exploitation et la nomination du Directeur.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 74 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

16 JUIN 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire

Insertion au RAA du 2<sup>ème</sup> trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte 7 Finances locales

7.10 Divers – 7.10.1 Acte relatifs aux régies

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »